

[print](#)

## Egypte : al-Sissi, dirigeant du coup d'Etat en Egypte brandit la menace d'une répression de masse

De [Johannes Stern](#)

Global Research, juillet 28, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/egypte-al-sissi-dirigeant-du-coup-detat-en-egypte-brandit-la-menace-dune-repression-de-masse/5344187>

Trois semaines après le coup d'Etat militaire qui a évincé du pouvoir le président islamiste Mohamed Morsi et les Frères musulmans (FM), l'armée égyptienne est en train de planifier une répression de masse pour consolider son emprise sur le pays et rétablir une dictature militaire. Le meneur du coup d'Etat en Egypte et véritable dirigeant du pays, le général Abdel Fattah al-Sissi, a appelé tous les « Egyptiens honnêtes et loyaux » à soutenir la campagne de répression de l'armée.

Des manifestants anti-Morsi ont commencé à se rassembler jeudi soir sur la Place Tahrir au Caire ainsi qu'à Alexandrie et à Port Saïd. Entre-temps, les Frères musulmans (FM) ont appelé à des rassemblements, exigeant la rétablissement de Morsi qui est toujours en détention militaire. Le pays, qui compte 84 millions de personnes, est confronté à la perspective d'une intensification du bain de sang dans un conflit latent qui a coûté la vie, depuis le coup du 3 juillet, à au moins 200 personnes, pour la plupart des partisans de Morsi.

L'Alliance pro-démocratie anti-coup d'Etat menée par les FM a accusé l'armée de publier un « appel explicite à la guerre civile. »

L'armée a fixé aux partisans de Morsi une date limite jusqu'à samedi pour « rallier la nation qui s'apprête à se lancer dans l'avenir », en menaçant de « retourner les fusils » contre ceux qui perpétuent la « violence » et le « terrorisme ».

Dans un discours prononcé mercredi lors d'une cérémonie militaire retransmise à la télévision d'Etat, le général Sissi a dit : « J'appelle tous les Egyptiens honnêtes à descendre dans la rue vendredi pour me donner mandat pour en finir avec la violence et le terrorisme. »

Le discours d'al-Sissi doit être compris comme une menace. Il vise à mobiliser dans la rue des voyous favorables à l'armée dans le but de fournir une couverture à une répression encore plus brutale de l'armée. Ses remarques rappellent le tristement célèbre discours tenu le 1<sup>er</sup> février 2011 par l'ancien dictateur Hosni Mubarak avant son éviction, lorsqu'il avait juré de rester au pouvoir pour défendre la nation égyptienne et « continuer à poursuivre les délinquants. » Le lendemain, dans la « bataille des chameaux, » il a déchaîné ses nerfs pour attaquer les travailleurs et les jeunes qui protestaient sur la Place Tahrir. »

Au cours des semaines écoulées, l'armée a déclenché une répression brutale. Le 8 juillet, l'armée a tué au moins 51 manifestants partisans de Morsi et blessé des centaines d'autres dans un massacre qui a eu lieu devant le quartier général de la Garde républicaine au Caire où Morsi était supposé être détenu. Des milliers de membres des FM ont été emprisonnés, y compris le Guide suprême des FM, Mohamed al-Badie.

Alors que la cible immédiate de la répression sont les FM, l'objectif final de l'armée est la répression de la classe ouvrière qui est la force motrice de la révolution égyptienne. L'on s'attend à ce qu'al-Sissi annonce vendredi l'état d'urgence pour

réinstaurer les tristement célèbres lois d'urgence de l'ère Moubarak. Tout comme Moubarak avant lui, al-Sissi fait allusion à une supposée menace de « terrorisme » afin de fournir une couverture à la répression et établir une dictature militaire.

Les projets dictatoriaux de Sissi sont soutenus par l'alliance Tamarod (« rebelle ») qui a déclaré sur sa page Facebook : « Nous appelons tous les Egyptiens à se masser sur les places d'Egypte ce vendredi pour réclamer officiellement des poursuites judiciaires contre Mohamed Morsi et soutenir les forces armées égyptiennes dans leur guerre à venir contre le terrorisme.

La veille des manifestations de vendredi, Mohammed Abdul Aziz, porte-parole de la coalition Tamarod, a déclaré, « Demain nous nettoierons l'Egypte, » en ajoutant à l'égard des Frères musulmans, « Nous ne laisserons pas des extrémistes ruiner notre révolution. » Tamarod, alliance politique soutenue par un certain nombre de riches oligarques égyptiens et des restes de l'ancienne dictature d'Hosni Moubarak, incluant aussi des éléments de la pseudo-gauche, tels les Socialistes révolutionnaires, avait œuvré pour canaliser les protestations de masse contre la politique droitière de Morsi derrière la prise de pouvoir de l'armée.

Depuis le début, Tamarod est un complot de droite. Il fonctionne comme groupe écran pour la réinstauration de la dictature militaire en Egypte défendant les intérêts de puissantes sections de la bourgeoisie égyptienne.

Le 20 juillet, le *Washington Post* a publié un article intitulé « [After Morsi's ouster, Egypt's old guard is back— and Muslim Brotherhood is out](#) » (Après le limogeage de Morsi, la vieille garde égyptienne est de retour, et les Frères musulmans dehors) en précisant comment le coup d'Etat avait rétabli au pouvoir d'anciens responsables du régime et des généraux de l'armée de Moubarak. Le *Post* écrit, « Après le coup du 3 juillet qui a renversé Morsi, la nouvelle dynamique de pouvoir de l'Egypte est étrangement familière. Sont partis les dirigeants islamistes des Frères musulmans autrefois bannis. Sont de retour les visages de la vieille garde, dont un grand nombre sont étroitement liés au régime de Moubarak ou aux généraux tout puissants. »

L'article cite Amr Ali al-Din, avocat représentant les FM emprisonnés : « Nous sommes revenus à l'époque d'avant le 25 janvier. C'est le même traitement dans les prisons et dans les rues. »

Dans son offensive contre-révolutionnaire, l'élite dirigeante égyptienne compte sur l'influent milieu libéral et pseudo-gauche en Egypte qui est en train d'effectuer un très net tournant vers la droite. Menacé par le mouvement de masse de la classe ouvrière, les forces politiques qui précédemment critiquaient le régime Moubarak sont pris dans une vague de chauvinisme droitier.

Un article publié par le *Post* le 22 juillet sous le titre « [Egypt's 'democrats' abandon democracy](#) » (Les « démocrates » d'Egypte abandonnent la démocratie) cite Esraa Abd, l'une des co-fondatrices du Mouvement de la Jeunesse du 6 avril et qui soutient le coup d'Etat. Le *Post* écrit qu'elle « justifie l'intervention militaire dans un accès de xénophobie exagérée : 'Lorsque le terrorisme tente de s'emparer de l'Egypte et que l'ingérence étrangère tente de s'immiscer dans nos affaires intérieures, alors il est inévitable pour le grand peuple égyptien de soutenir ses forces armées contre le danger venu de l'étranger.' »

Entre-temps, à Washington, le gouvernement Obama a clairement fait comprendre qu'il ne s'opposera pas à la consolidation par l'armée de son pouvoir. Le secrétaire d'Etat américain adjoint, William Burns a informé jeudi de hauts responsables du Sénat et de la Chambre des représentants américains, en expliquant que le gouvernement n'avait aucune intention de rendre une décision reconnaissant qu'un

coup d'Etat avait eu lieu en Egypte.

En vertu du droit américain, une telle décision entraînerait la suppression de l'aide annuelle américaine de 1,55 milliards de dollars versée à l'Egypte, dont 1,3 milliards de dollars va directement à l'armée du pays. « Il n'est pas de notre intérêt national de prendre une telle décision, » a dit un responsable gouvernemental à l'agence d'information Reuters.

Mercredi, le gouvernement a annoncé qu'il reportait la livraison de quatre avions de combat américains F-16 au Caire dans un effort évident de faire pression sur le régime au pouvoir qui est contrôlé par l'armée, pour qu'il parvienne à un quelconque accord avec les Frères musulmans, sans remettre Morsi au pouvoir.

Washington craint une éruption de la guerre civile dans le pays le plus fortement peuplé du monde arabe. Il s'inquiète également qu'une répression totale des FM ne contrecarre sa politique dans l'ensemble de la région, notamment en Syrie où il soutient aussi les Frères musulmans de ce pays tout comme des éléments liés à al Qaïda dans une guerre civile dont l'objectif est de faire chuter le régime du président Bachar al-Assad.

**Johannes Stern**

Article original, [WSWS](#), paru le 26 juillet 2013

Copyright © 2013 Global Research